PROCOS infos
LA NEWSLETTER DE LA FÉDÉRATION POUR LA PROMOTION DU COMMERCE SPÉCIALISÉ #52 ■ JUILLET 2022

# À LA UNE

## Les entreprises du commerce dans un monde d'incertitudes et de pressions concomitantes sur les modèles économiques

Depuis le début de l'année 2022, l'activité est confrontée à de très violentes modifications de l'environnement économique.

**Un choc d'offre en premier lieu avec une reprise post-Covid marquée par une relance de la demande supérieure à la capacité de production mondiale.**

Une offre mondiale limitée dans un premier temps par le zéro Covid en Chine (usines fermées) puis par un engorgement total du transport maritime international. Situation à laquelle s'est ajoutée une augmentation très rapide des prix de l'énergie, là aussi parce que, dans un premier temps, la demande de consommation mondiale est très largement supérieure aux capacités de production.

Cette situation s'est très fortement aggravée lors de la déclaration de guerre en Ukraine en février créant ainsi une pénurie sur certaines matières premières alimentaires et matériaux dont l'Ukraine et la Russie sont d'importants producteurs.

Les sanctions économiques contre la Russie, en particulier autour du gaz ont accéléré ce choc d'offre et augmenté le décalage entre offre et demande.

Lorsque l'offre est inférieure à la demande, la hausse des prix est créée par la tension sur les marchés due à la rareté. Le coût de l'énergie a explosé, puis, les produits alimentaires ont également rapidement vu leurs prix augmenter.

Le présent article présente une extraction du dossier conjoncture publié par Procos le 29 juin. **Pour le lecteur qui souhaiterait approfondir**, accès au document en cliquant ici.

### Quelle sera la situation des entreprises du commerce spécialisé dans les prochains mois ?

**1 – Un début d'année 2022 qui reste inférieur à l'activité 2019**

Tout le commerce avait bon espoir que le début 2022 permettrait de retrouver une exploitation normale post-Covid. Cela a été vrai pour l'exploitation des magasins puisque, contrairement à 2020 et 2021, aucune période de fermeture n'a perturbé le fonctionnement des points de vente.

Malheureusement, cet espoir de relance a été dès février fortement troublé par la déclaration de guerre en Ukraine, aux portes de l'Europe, situation qui a inquiété nombre de Français. A cet aspect anxiogène, s'est ajoutée une accélération de la hausse des prix, surtout de l'énergie dans un premier temps, qui a générer une crainte forte des consommateurs sur leur pouvoir d'achat.

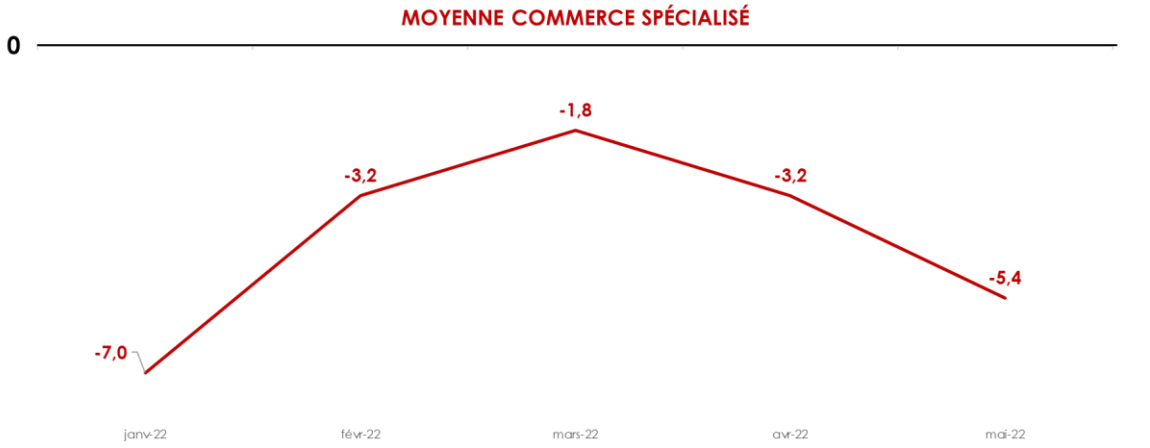
**Entre janvier et mai 2022, les ventes cumulées magasins + web (panel Procos) sont inférieures à 2019.** Une situation qui révèle deux choses :

- Le volume d'activité des enseignes de 2019 n'a pas été retrouvé dans la plupart des secteurs à l'exception de l'équipement de la maison, du sport et de l'alimentaire spécialisé.
- Par ailleurs, malgré un accroissement très fort de ventes web, celles-ci n'ont pas compensé les pertes d'activité des magasins.

C'est un constat important puisqu'il pose deux questions fondamentales :

- Celle de la rentabilité de certains points de vente avec la réduction durable du chiffre d'affaires au m².
- Celle de la difficulté pour le canal web d'obtenir une capacité d'affaires suffisante pour pourvoir élargir le volume d'activité dont l'efficacité est par ailleurs impactée de plus en plus fortement par des coûts d'acquisition de plus en plus élevés et captés par quelques acteurs, en particulier Google.

**Evolutions mensuelles de ventes magasins + web en 2022 vs 2019**




*Source : Panel Procos*

**La fréquentation des points de vente reste très inférieure à celle de 2019.**

L'analyse des données de l'Observatoire Procos/Stackr de la fréquentation des magasins révèle une fréquentation qui demeure inférieure de – 15,1 % en juin 2022 vs juin 2019, par exemple aussi bien dans les centres villes que dans les centres commerciaux même si les plus gros de ces derniers restent les plus impactés par cette réduction durable du trafic.

**Un choc d'offre mondial sur lequel les moyens d'actions sont très faibles :**

- **Le prix de l'énergie et les cours des matières premières très impactées par la reprise de la demande, d'une part, et la guerre en Ukraine, d'autre part.**
  Nul ne sait combien de temps durera la guerre en Ukraine. Toutefois, ses conséquences auront modifié durablement le marché de l'énergie compte tenu du problème du gaz russe.

  **Les coûts de l'énergie resteront durablement impactés** par celui des énergies fossiles (baisse d'investissement dans ces énergies pour favoriser les énergies de substitution) tant que celles-ci n'auront pas pris le relai. Par ailleurs, l'augmentation de la demande d'énergie risque de maintenir la tension sur les rapports offre/demande. S'il n'y a pas d'inflation (l'inflation est une hausse de prix d'une année sur l'autre), il y aura probablement maintien d'un coût élevé de l'énergie.

- **Le coût des matières premières alimentaires et non-alimentaires restera élevé au moins jusqu'au terme du conflit en Ukraine et sans doute plus longtemps.**
  La guerre en Ukraine mais également une « démondialisation » partielle de l'économie produiront des impacts de longue durée sur pays. N'oublions pas que la « mondialisation » avait un avantage évident sur la modération des prix mondiaux.
- **Les évolutions comparées des économiques américaines et européennes entraîneront des conséquences sur la parité dollar/euro.**
  L'un des changements majeurs en cours et à venir sera la politique des banques centrales en matière de taux d'intérêt et, notamment, les écarts entre les actions de FED et celles de la BCE. Car cela pourrait engendrer des risques de baisse de l'euro face au dollar puisqu'une telle dégradation génère l'augmentation des coûts des importations de nos enseignes dont beaucoup achètent en dollar.

**Quelles seront les conséquences pour les prochains mois ?**

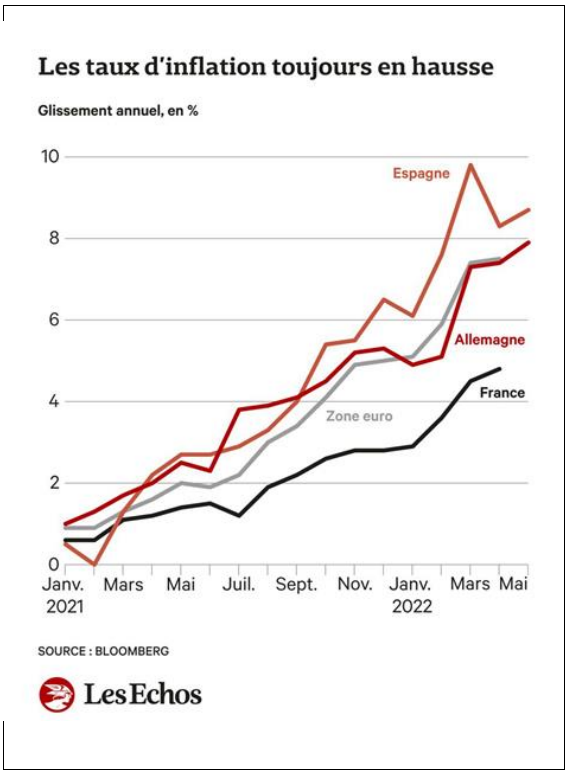
- **Un niveau d'inflation qui s'emballe.**

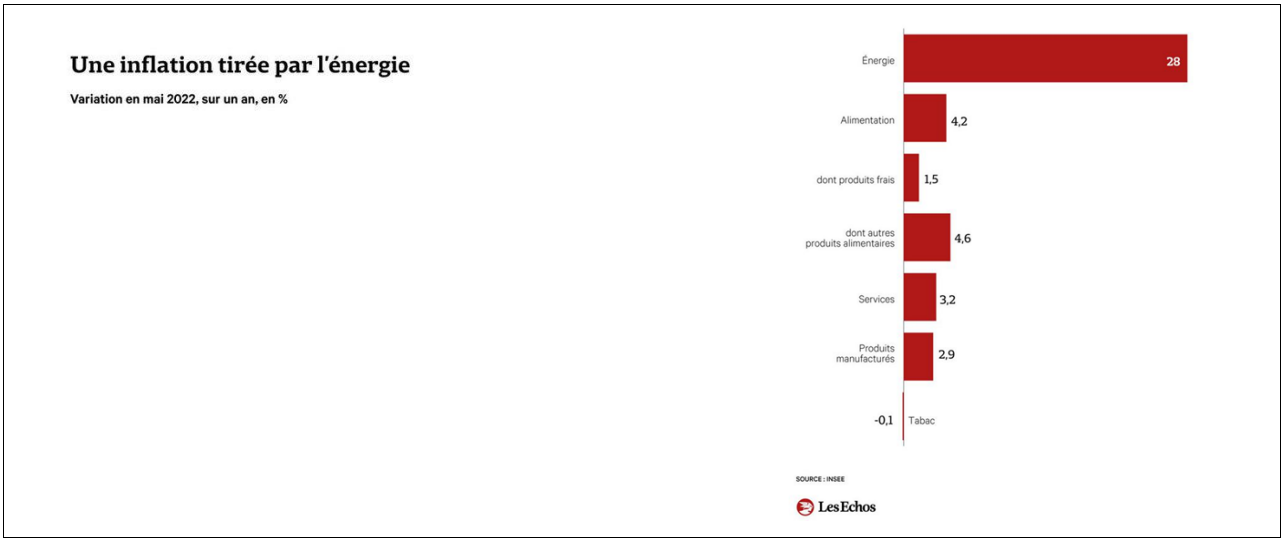
Le monde entier retrouve l'inflation avec des écarts importants entre les pays en fonction de l'action des gouvernements (bouclier énergétique par exemple comme en France) et de la situation des pays au regard des approvisionnements en énergie.

**L'INSEE prévoit une inflation de 7 % pour la France en 2022. Or le niveau de celle-ci est fortement réduit par l'intervention du gouvernement (bouclier énergétique). Cette intervention publique pourra-t-elle se poursuivre au-delà de 2022 ? Si non quelle sera alors l'effet de rattrapage en 2023 ou 2024 ?**

Sur l'inflation, les experts sont en désaccord. Sommes-nous entrés dans une période de hausse de prix provisoire ou dans une inflation durable, ce qui suppose notamment une spirale augmentation des prix des salaires etc. …

Il est probable que certains prix, notamment ceux de l'énergie, resteront élevés, mais peut-être n'évolueront-ils pas à la hausse, donc ne contribueront-ils plus à l'inflation.

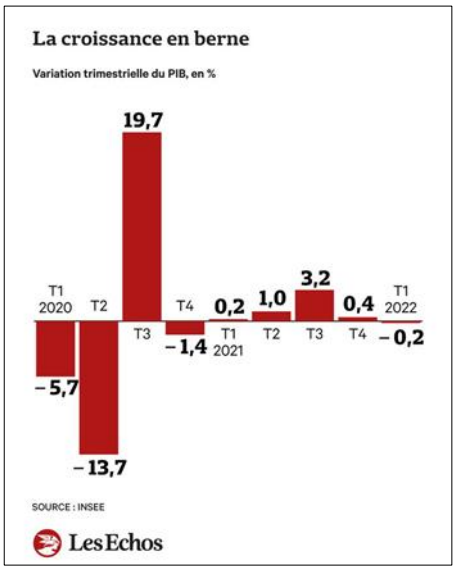


**Toutefois, les autres évolutions profondes, notamment la démondialisation partielle et la production plus écoconçue ne peuvent être que génératrices de hausse des prix durable.** Il est donc quasiment acquis sauf crise de la demande mondiale très importante, que nous ne devrions pas revenir au niveau d'inflation d'avant Covid. La valeur cible de la BCE est de 2 % par an, un objectif qui pourrait être difficile à atteindre sauf baisse de la demande. Mais alors c'est le risque de récession qui se profile. Le chemin va être très étroit dans les prochains mois.
Dans tous les cas, les demandes d'augmentation de salaires sectorielles vont se multiplier, or les tensions sur le marché du recrutement sont telles qu'il sera compliqué pour les entreprises et les filières d'y résister. Pourra-t-on garder un caractère très provisoire et exceptionnel à ces évolutions ou, phénomènes après phénomènes, hausse des prix des uns après hausse des prix des autres, le phénomène du cycle infernal n'a-t-il pas un vrai risque de s'enclencher ?

- **Stagflation, récession…**

**Une croissance qui s'écroule. La situation actuelle met un terme aux espoirs de retour rapide à un niveau de croissance espéré après Covid. La dynamique est rompue.** La Banque de France estime que la progression du PIB pour le deuxième trimestre 2022 s'établirait autour de 0,25 % par rapport au trimestre précédent alors qu'il a reculé de 0,2 % au cours des trois premiers mois de l'année.

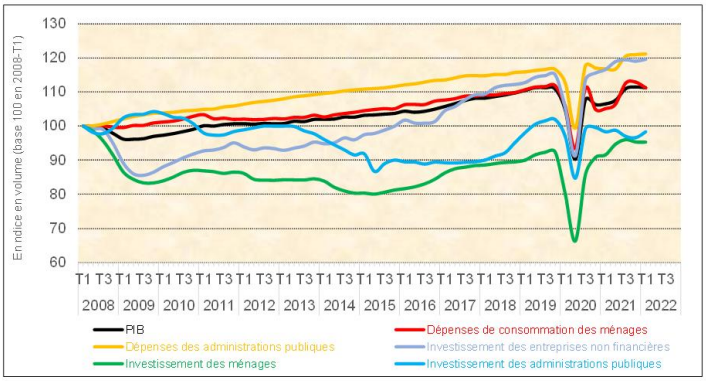



Même si la récession n'est pas la prévision privilégiée aujourd'hui, nous savons **qu'il existe deux inconnues qui pourraient dégrader la situation au second semestre :**

- **Une obligation de restreindre la consommation d'énergie** à la suite de problèmes de production,
- **Les conséquences d'un retour de la Covid**, soit sur la production mondiale et les approvisionnements, soit sur l'activité et la consommation en Europe.

- **Quelles seront les consommations dans les prochains mois ?**

Lors du premier trimestre 2022, les ménages ont réduit leur consommation de 1,5 %. Les prévisions de la Banque de France estiment que la consommation devrait augmenter sur l'année de 2,5 % mais avec un glissement mensuel à 0 %.




*Source : FFB d'après Insee*

Après cinq mois de baisse, la consommation en volume des biens des ménages a légèrement augmenté en mai (+ 0,7 %), soutenue notamment par l'achat de vêtements (+ 15,1 %) selon l'INSEE.

Contrairement au mois de mai 2021, marqué par la fraîcheur et un temps maussade, la météo de 2022 était estivale avec des températures dignes d'un mois de juillet. De quoi booster les achats de robes, shorts et autres bermudas ! Ce rebond pourrait en effet s'expliquer par des achats estivaux anticipés de même qu'un rattrapage des mois précédents.

La consommation en biens fabriqués (high-tech, meubles, quincaillerie-bricolage...) se redresse nettement en mai (à + 2,7 % après – 1,3 % en avril). Toutefois, cette dynamique de mai est suivie par un fléchissement net en juin.

**Dépenses de consommation des ménages**

| | mars 2022 | avril 2022 | mai 2022 | Mai 2022 vs mai 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Alimentaire | -1,5 % | -1,2 % | 0,1 % | -2,8 % |
| - hors tabac | -1,6 % | -1,1 % | 0 % | -2,2 % |
| Biens fabriqués* | -0,8 % | -1,3 % | 2,7 % | -3,1 % |
| - biens durables | -1,7 % | -1 % | 0 % | -7,9 % |
| - dont matériels de transport | -3 % | -1,2 % | 1,1 % | -7,5 % |
| - dont équipement du logement | -0,4 % | -0,7 % | -0,3 % | -13 % |
| - habillement/textile | 0,1 % | -3,7 % | 15,1 % | 6,2 % |
| - autres biens fabriqués | 0,1 % | -0,2 % | -0,5 % | -1 % |
| Énergie | -2,6 % | 1,9 % | -2,6 % | -5 % |
| - dont énergie, eau, déchets | -1 % | 4 % | -4,8 % | -10,7 % |
| - dont produits raffinés | -4,5 % | -0,8 % | 0,4 % | 3,7 % |
| Total | -1,4 % | -0,7 % | 0,7 % | -3,4 % |
| - dont produits manufacturés | -1,5 % | -1,2 % | 1,1 % | -2,8 % |

*Biens fabriqués : produits informatiques, électroniques, électriques et optiques (C3), matériels de transport (C4), textiles-habillement-cuir, produits en bois, en papier, meubles, produits chimiques et pharmaceutiques, produits en plastiques, caoutchouc, minéraux, métaux, quincaillerie-bricolage (C5). Au sein de ce poste sont distingués les biens « durables » qui regroupent matériels de transport, équipement du logement (meuble, électroménager, etc.) et autres biens durables (horlogerie-bijouterie, lunettes, appareils médicaux, etc.).

Source : Insee

- **L'augmentation des prix génère de grosses inquiétudes pour les Français**

Un pouvoir d'achat fortement impacté par les prix de l'énergie et de l'alimentaire

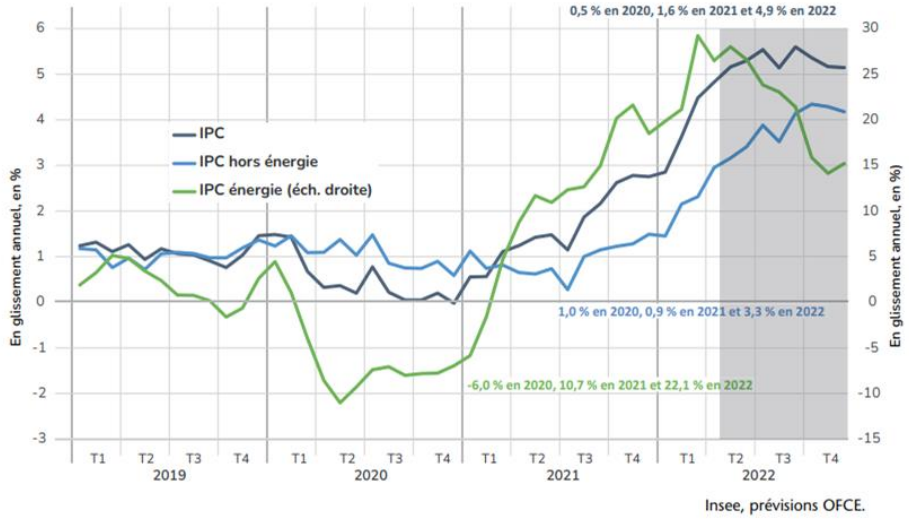
Évolutions annuelles (en %) ; base 100 : année 2015

| | Pondérations 2022 | juin 2021 | mai 2022 | juin 2022 (p) |
|---|---|---|---|---|
| Ensemble IPC* | 10000 | 1,5 | 5,2 | 5,8 |
| Alimentation | 1649 | -0,2 | 4,3 | 5,7 |
| - Produits frais | 249 | -2,8 | 1,8 | 6,2 |
| - Autre alimentation | 1400 | 0,3 | 4,7 | 5,7 |
| Tabac | 215 | 5,3 | -0,1 | -0,1 |
| Énergie | 886 | 10,9 | 27,8 | 33,1 |
| Produits manufacturés | 2444 | 0,7 | 3 | 2,6 |
| Services | 4806 | 0,8 | 3,2 | 3,2 |
| Ensemble IPCH** | 10000 | 1,9 | 5,8 | 6,5 |

Source : Insee - indices des prix à la consommation

- (p) données provisoires
- *: indice des prix à la consommation **: indice des prix à la consommation harmonisé
- Champ : France hors Mayotte

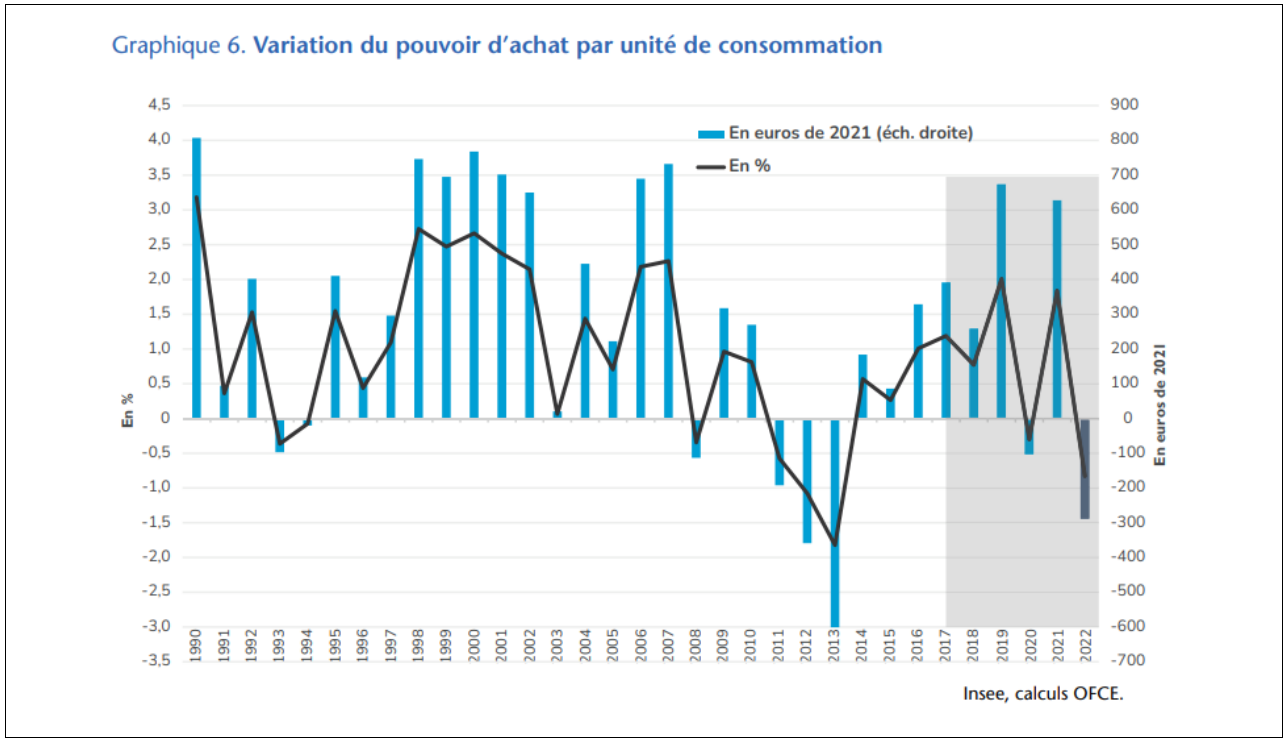
Graphique 5. **IPC, IPC hors énergie et IPC énergie**




Insee, prévisions OFCE.

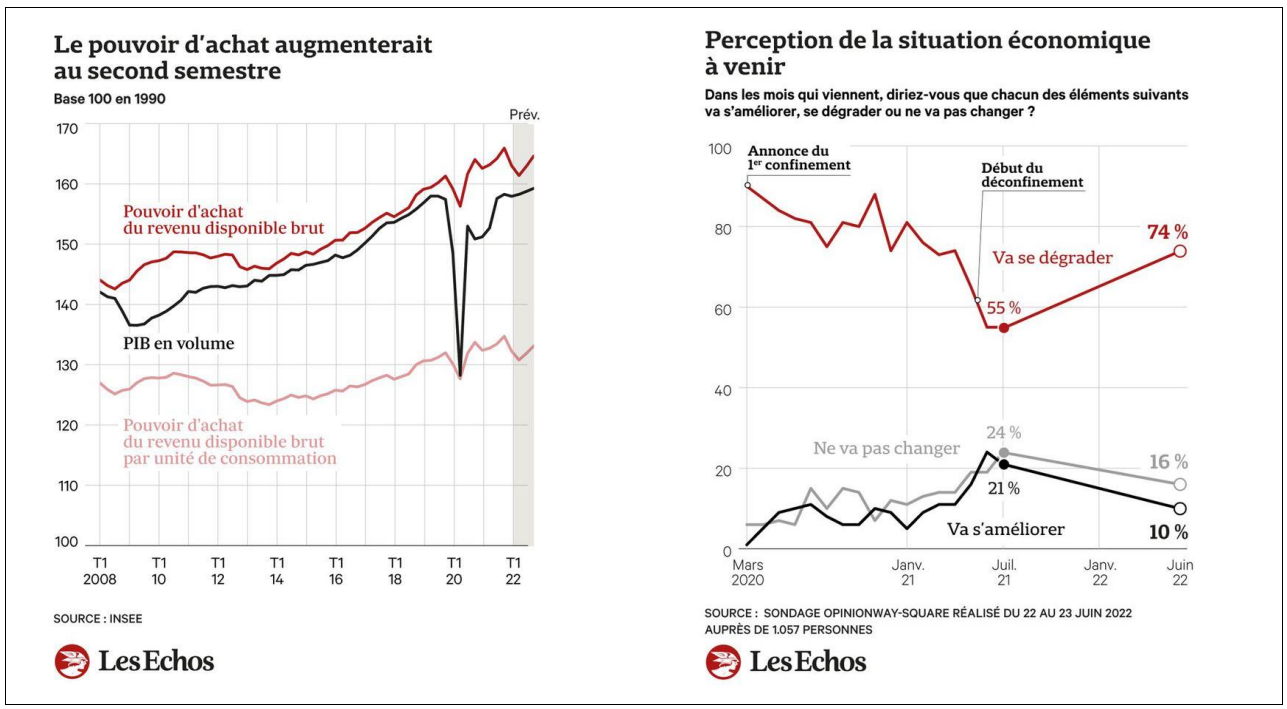
- **La contraction du pouvoir d'achat est la plus forte depuis 2013.**

Cette contraction du pouvoir d'achat pèsera sur la reprise à travers la faible dynamique de la consommation des ménages en l'absence de réduction du taux d'épargne dans un contexte marqué par de fortes incertitudes géopolitiques.



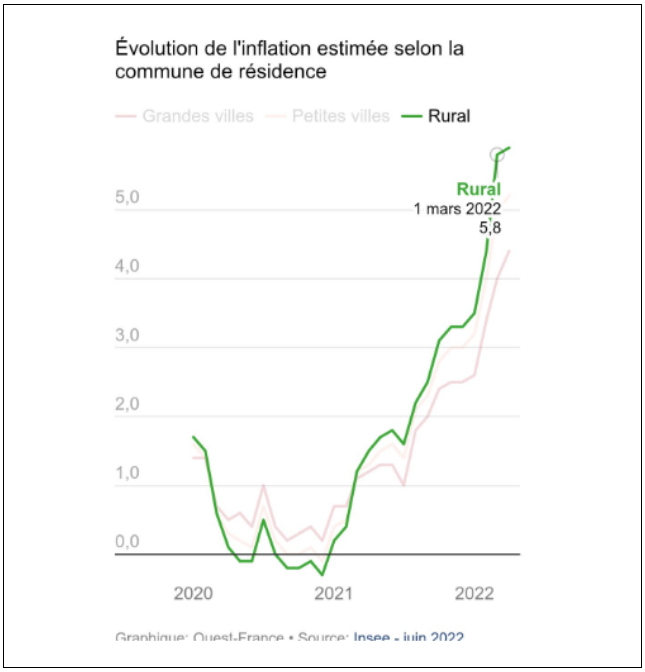

Selon l'INSEE toutefois, le pouvoir d'achat pourrait bénéficier d'un rebond au second semestre 2022.

**Toutefois la situation économique inquiète les Français** (sondage Opinionway (22 et 23 juin 2022) dont une très grande majorité pense que la situation va se dégrader dans les prochains mois et ce pourcentage de français pessimistes augmente fortement chaque mois. Seul 10 % de français pense que la situation va s'améliorer. Une situation qui n'est pas de nature à dynamiser la consommation et les projets d'investissement pour les consommateurs (équipement de la maison …).

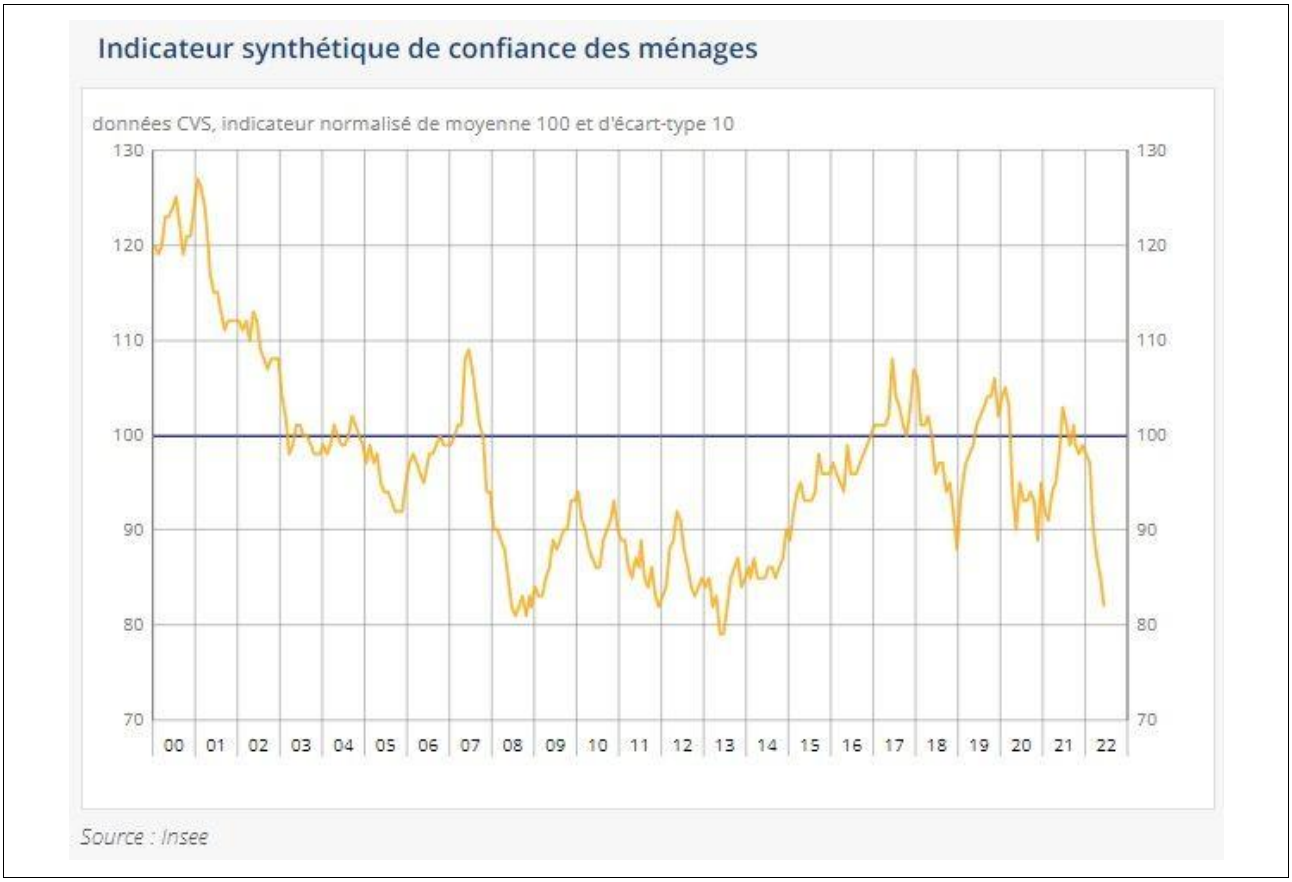


- **Les ménages ruraux plus impactés par le phénomène inflationniste actuel**

Le poids de l'énergie, en particulier du carburant, dans le niveau d'inflation actuel rend les conséquences beaucoup plus importantes dans les territoires ruraux (déplacement quotidien en voiture y compris pour se rendre au travail). De même, pour les mêmes raisons l'impact est plus fort dans les petites villes que dans les grandes villes (aucun moyen de substitution à la voiture et trajet plus longs).

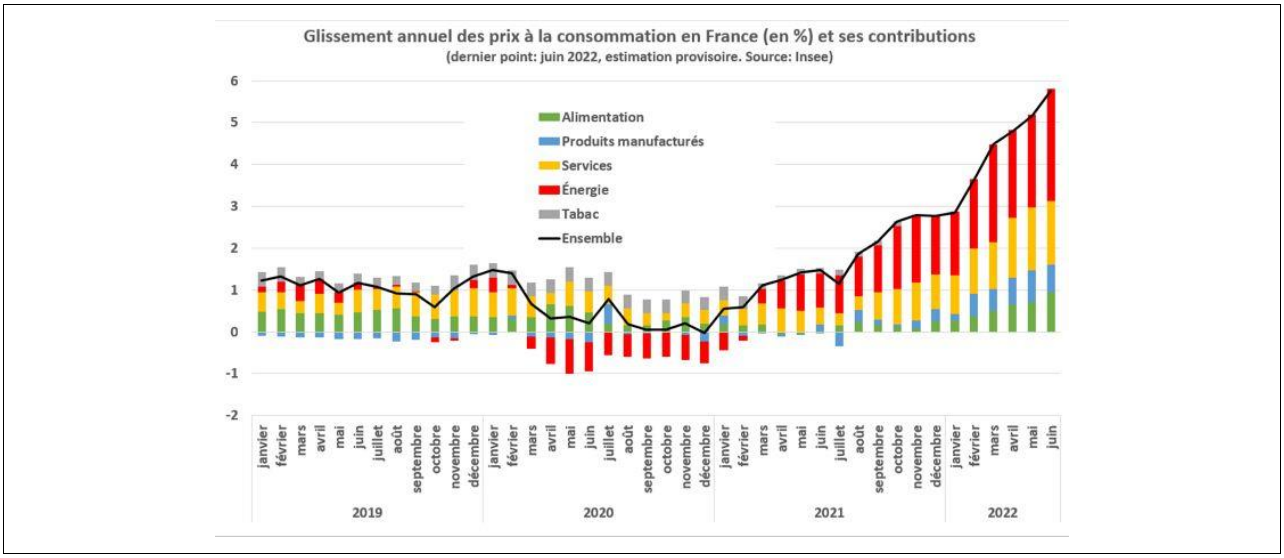



- **L'indicateur de confiance des ménages en chute libre ; une situation très défavorable pour la consommation.**



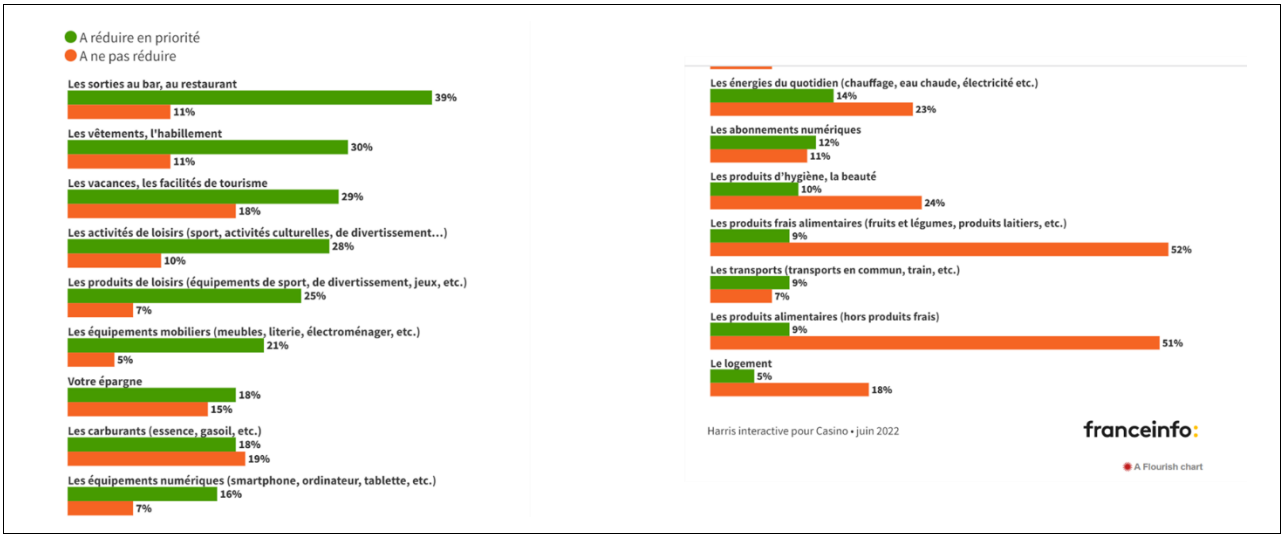
- **L'inquiétude sur les prix en priorité sur ceux des produits du quotidien et du carburant.**

La contribution des produits manufacturés à la réalité de l'inflation reste encore faible aujourd'hui. Mais, comme nous le voyons par ailleurs, ces augmentations du prix des produits non-alimentaires restent à venir en grande partie. **Le phénomène de hausse de prix s'auto-entretient avec la diffusion progressive secteur après secteur dans l'ensemble de l'économie.**
**De manière évidente ce qu'il adviendra des coûts de l'énergie aura de profondes conséquences sur le phénomène d'inflation dans les prochaines années.** Toutefois, les tensions actuelles sur la sous production d'électricité en France ou de les risques de rareté du gaz ne peuvent qu'entretenir durablement un prix élevé en France compte tenu des difficultés dans l'entretien des centrales nucléaires, le temps pour en construire de nouvelles, et le temps d'installation des productions de substitution (éolien ou solaire).




- **Sept Français sur dix disent se priver pour assurer un budget à l'équilibre.**

Les premiers postes sur lesquels ils estiment devoir réduire leurs dépenses sont, dans l'ordre décroissant, la restauration, l'habillement, puis les vacances et les loisirs.



**Quelles sont les perspectives pour les entreprises de commerce : faire face au choc de l'offre, des coûts d'exploitation qui explosent et des risques concernant la demande ?**

Les entreprises du commerce spécialisé sont confrontées à une équation aux multiples inconnues.

| Des coûts d'exploitation qui explosent | Personnel | Incertitude sur les approvisionnements | D'importants risques sur la demande |
|---|---|---|---|
| Matières premières ↑↑<br>Approvisionnement ↑↑<br>Transport ↑↑<br>Prix de l'énergie ↑↑↑<br>Loyer commerciaux ↑↑ | Difficultés de recrutement ↑↑↑<br>Salaires ↑ | Covid en Chine<br>Désorganisation mondiale<br>Restriction de consommation d'énergie (réduction de production, fermeture d'usine) | Baisse de pouvoir d'achat<br>Arbitrage en défaveur des achats non alimentaires. Baisse de fréquentation, report, baisse de panier moyen<br>Augmentation des loyers<br>Incertitude politique en France<br>Risques Covid au second semestre<br>Risque restriction électricité (fermetures magasins)<br>Flexibilité de la consommation aux évolution de prix<br>Baisse du budget disponible pour les dépenses non alimentaires après augmentation des dépenses contraintes |

**Quelle politique de prix ?**

↓

**Conséquences sur la rentabilité, le volume d'activité, les marges**

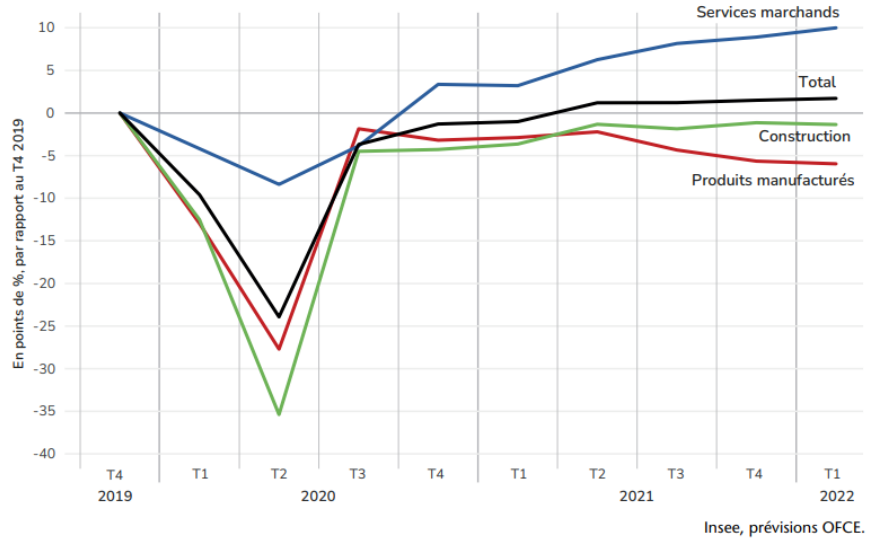
↓

**Conséquences sur la trésorerie, les capacités d'investissement et le financement**

**La réduction des investissements dans l'économie française, déjà constatée, est un risque majeur pour :**

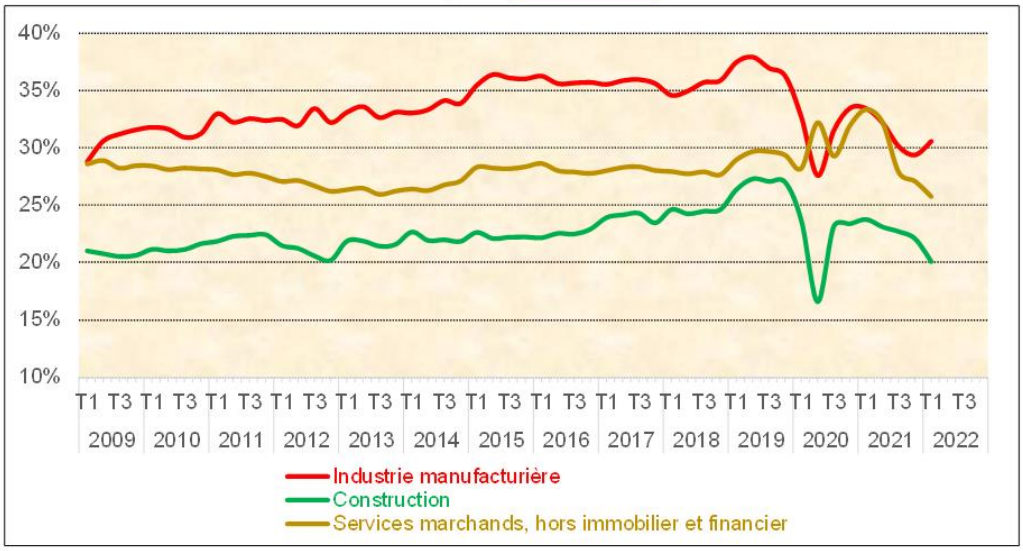
- Le ralentissement de l'activité et les risques de récession,
- Les conséquences sur le commerce, en particulier l'équipement de la maison, avec le ralentissement du bâtiment et l'immobilier,
- Le risque de voir les secteurs, en particulier le commerce, ralentir leurs transformations digitales et responsables, vitales pour l'avenir.

Graphique 11. **Investissement par produit**



- **Des marges sous pression**

Graphique 23 – **Taux de marge opérationnelle corrigé de la rémunération des chefs d'entreprise non salariés**



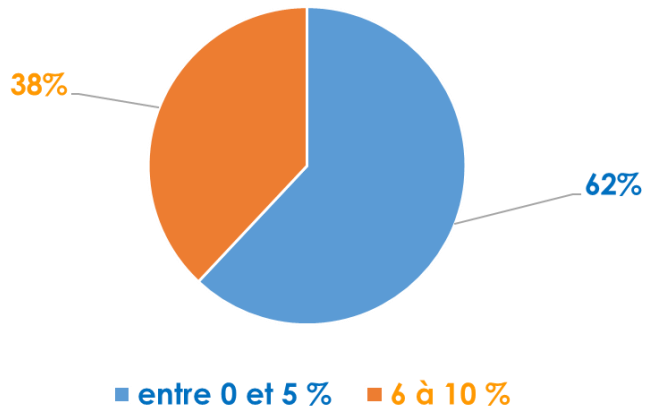

*Source : Insee*

- **Une augmentation inéluctable des prix qui reste largement à venir.**

Par exemple, parmi les enseignes Procos (enquête juin 2022), 44 % seulement des entreprises répondantes ont déjà augmenté leur prix.

- Celles qui ont augmenté leur prix, l'ont fait en moyenne à + 5,7 %
- 38 % ont augmenté seulement entre 0 et 5 %
- 62 % entre 6 et 10 %

**Evolution de l'augmentation des prix en % des enseignes**

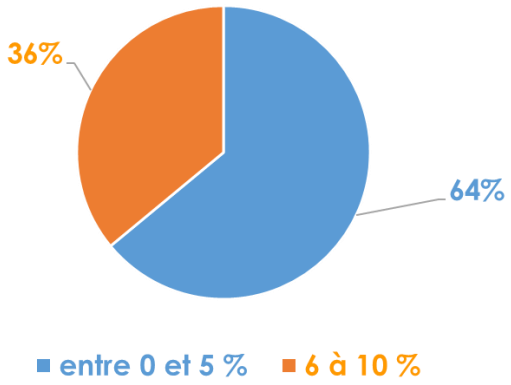



*Source : enquête enseignes Procos – juin 2022*

En conséquence, les prévisions d'augmentation des prix portent sur les prochains mois, de juillet à septembre.

46 % des entreprises pensent appliquer des augmentations de prix de vente entre juillet et septembre. L'augmentation moyenne est annoncée de + 5 % mais 36 % de ces entreprises estiment que l'augmentation sera entre + 6 et + 10 %.

**Prévisions d'augmentation des prix entre juillet et septembre pour les enseignes qui ont prévu de le faire.**



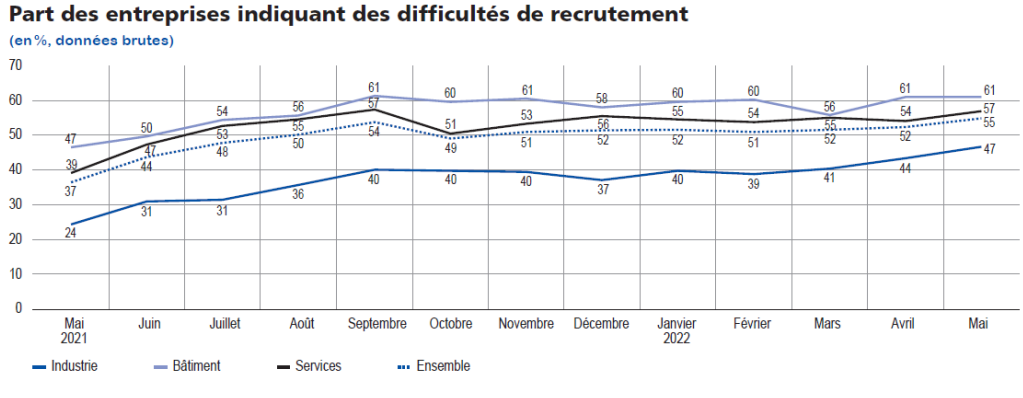

*Source : enquête enseignes Procos – juin 2022*

- **Des difficultés de recrutement qui se poursuivent, un blocage majeur pour l'avenir du secteur**

La difficulté à trouver du personnel dans le commerce sera sans doute l'un des blocages les plus complexes à résoudre dans les prochains mois.

Le rejet vis-à-vis des métiers contraignants, les problèmes de rémunération, les taux de chômage faible, créent une situation très tendue pour les effectifs des points de vente. Or, dans de nombreux commerce, le manque de personnel génère immédiatement des conséquences sur la baisse d'activité. Il en va par ailleurs de l'attractivité des points de vente par rapport à une expérience digitale. Or ces difficultés de recrutement peuvent pousser certains secteurs à recherche des solutions automatisées qui à l'avenir pourrait avoir des conséquences importantes sur le niveau d'emploi dans le secteur.

L'attractivité des magasins du commerce non alimentaire passe largement par la qualité des équipes en point de vente. La recherche de solutions visant à rendre le secteur et ses métiers plus attractifs doit être une priorité absolue. **Il faut séduire, fidéliser et se donner les moyens de rémunérer des équipes engagées. Une question vitale à solution pour le modèle économique et qui passe par des transformations significatives pour celui-ci. Les frais de personnels ne peuvent pas être la variable d'ajustement sous réserve que tous les autres paramètres sont rigides. Le sujet du poids des coûts locatifs est, en particulier, à challenger.**



- **Des difficultés de financement donc des risques sur la dynamique d'investissement**

Baisse de marge, de rentabilité, problèmes de trésorerie sont autant de sujets qui réduisent les capacités d'autofinancement des investissements. Or nous avons déjà démontré, y compris lors des Assises du Commerce que la transformation du commerce et sa pérennité passe par une multiplication par deux des investissements sectoriels afin qu'ils passent de 2 % à 4 % du chiffre d'affaires.

**Il faut donc rechercher des solutions pour réduire l'impact de l'endettement de crise en allongeant les temps de remboursement des PGE** pour étaler la charge. Il faut par ailleurs mobiliser le monde bancaire pour qu'il accompagne le secteur dans ses indispensables transformations.

Le commerce a été l'un des plus importants « consommateurs » de prêts garantis par l'Etat (PGE) pendant la Covid, 22 % du total, preuve s'il en est que ce secteur a été particulièrement impacté, en particulier par les périodes de fermeture des magasins.

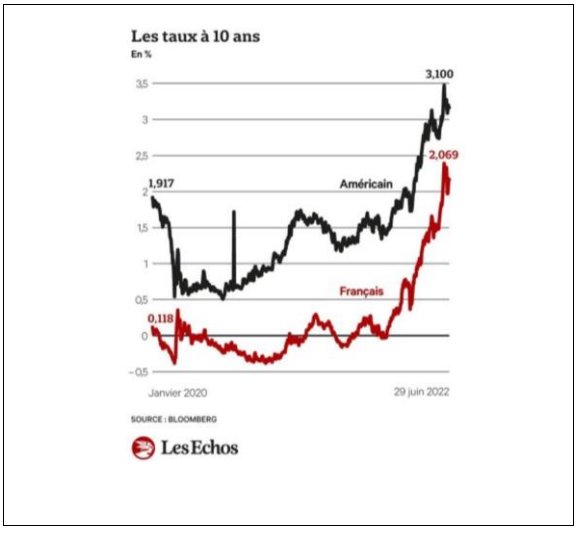
**SUIVI BANQUE DE FRANCE DES ENTITES BENEFICIANT DU PGE AU 31 MARS 2022**
**(encours en milliards d'€)**

**Ventilation par secteur d'activité**

| Secteur d'activité | Nombre de bénéficiaires | | Montants accordés | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Part dans le total | Encours | Part dans le total |
| AGRICULTURE SYLVICULTURE ET PECHE | 23 356 | 3,45% | 1,767 | 1,19% |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | 264 | 0,04% | 0,207 | 0,14% |
| INDUSTRIE MANUFACTURIERE | 47 948 | 7,09% | 18,234 | 12,30% |
| PROD DISTRIBUTION D ELECTRICITE GAZ VAPEUR D AIR CONDITIONNE | 227 | 0,03% | 0,184 | 0,12% |
| PROD DISTRIB D EAU ASSAINISSEMENT GESTIONS DECHETS DEPOLLUTION | 1 404 | 0,21% | 0,529 | 0,36% |
| CONSTRUCTION | 88 074 | 13,02% | 11,983 | 8,08% |
| COMMERCE REPARATION D AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES | 149 081 | 22,04% | 32,850 | 22,16% |
| TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE | 22 266 | 3,29% | 5,456 | 3,68% |
| HEBERGEMENT ET RESTAURATION | 97 078 | 14,35% | 10,529 | 7,10% |
| INFORMATION ET COMMUNICATION | 17 288 | 2,56% | 4,872 | 3,29% |
| ACTIVITES FINANCIERES ET D ASSURANCE | 10 953 | 1,62% | 29,685 | 20,03% |
| ACTIVITES IMMOBILIERES | 16 101 | 2,38% | 1,771 | 1,19% |
| ACTIVITES SPECIALISEES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | 65 221 | 9,64% | 16,071 | 10,84% |
| ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN | 24 497 | 3,62% | 5,602 | 3,78% |
| ADMINISTRATION PUBLIQUE | 28 | 0,00% | 0,009 | 0,01% |
| ENSEIGNEMENT | 12 770 | 1,89% | 1,210 | 0,82% |
| SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE | 47 301 | 6,99% | 3,296 | 2,22% |
| ARTS SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES | 13 837 | 2,05% | 2,479 | 1,67% |
| AUTRES ACTIVITES DE SERVICES | 38 581 | 5,70% | 1,480 | 1,00% |
| ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS | 5 | 0,00% | 0,000 | 0,00% |
| ACTIVITÉS EXTRA-TERRITORIALES | 1 | 0,00% | 0,000 | 0,00% |
| APE NON RENSEIGNE | 189 | 0,03% | 0,010 | 0,01% |
| **Totaux** | **676 470** | **100,00%** | **148,224** | **100,00%** |

- **Les capacités de financement seront fortement impactées par l'augmentation des taux d'intérêt.**

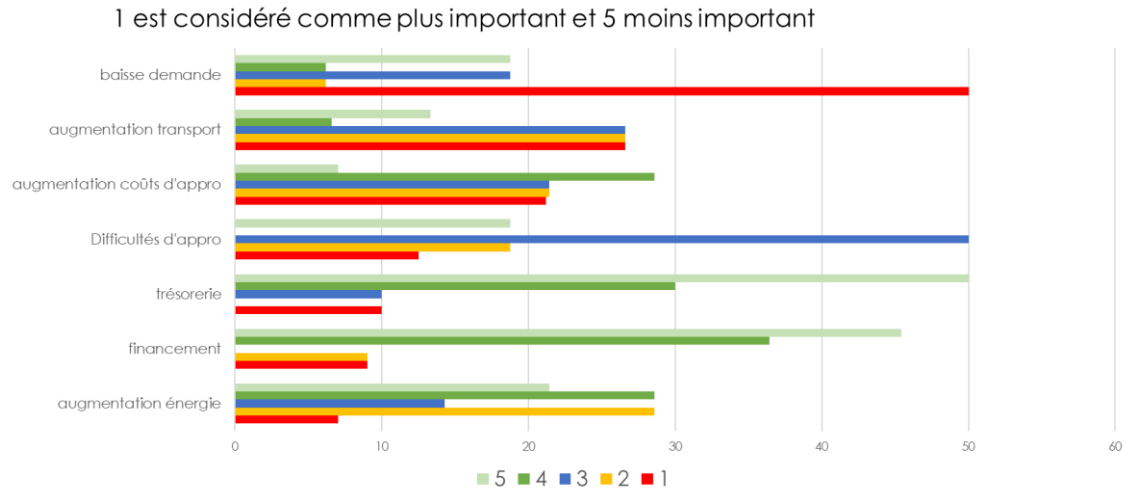
La situation actuelle va se dégrader avec l'augmentation du coût du crédit. La situation actuelle n'a qu'un avantage, elle redonne de l'attractivité aux entreprises de l'économie réelle car celles du pari spéculatif (nouvelle économie, dark stores …) en ont beaucoup perdu du fait d'une promesse de rentabilité qui n'est pas assurée. Toutefois, le secteur du retail reste considéré comme à risque, il faudra donc une vraie volonté gouvernementale pour mobiliser le système financier autour des acteurs du commerce.




- **Les dirigeants des enseignes Procos inquiets pour l'avenir proche de la consommation**

Les enseignes Procos ont été interrogées en juin 2022. La fédération a demandé aux entreprises de classer leurs inquiétudes parmi les propositions suivantes. Les problèmes de demande ressortent en premier, devant l'augmentation des coûts de transport, puis celle des approvisionnements devant les difficultés d'approvisionnement.

1. Baisse de la demande
2. Augmentation des coûts de transport
3. Augmentation des coûts d'approvisionnement
4. Difficultés d'approvisionnement
5. Difficultés de trésorerie
6. Problèmes de financement
7. Augmentation du coût de l'énergie




*Source : enquête enseignes Procos juin 2022*

**La période n'a jamais été aussi volatile** qu'aujourd'hui, rien n'est prévisible, les plans à trois ans n'ont aucun sens.

**A court terme, rien n'est vraiment maîtrisé** et les acteurs ne peuvent pas vaincre tous les éléments. Il faut s'adapter presqu'au jour le jour.

**A moyen terme par contre, les paramètres sont connus :**

- **La baisse de la fréquentation** des magasins est une tendance de fond.
- **Évoluer vers un modèle plus respectueux de la planète** est également une obligation même si l'horizon de temps n'est pas aisé à appréhender.
- **Les changements d'habitudes des consommateurs et leur nouveau rapport à la consommation**. Bien entendu, la situation actuelle, le retour de l'inflation, l'attention croissante vis-à-vis du prix, rendent les choix stratégiques du commerce encore plus complexes car il faut faire des paris sur le paramètre temps.
  - L'inflation compliquera les problèmes de pouvoir d'achat.
  - Les problèmes d'énergie (coûts mais également capacités de production) peuvent accélérer les changements de mode de consommation et l'importance des éléments de consommation responsable. ■